

No 21, mars 2003

Editorial	
Evaluations au Contrôle fédéral des finances	2
Congrès annuel de la SEVAL le 16 mai 2003 à Olten: Évaluation dans le domaine culturel	4
SEVAL-Jahrestagung vom 16. Mai 2003, in Olten Evaluation im Kulturbereich	5
Das Netzwerk Evaluation in der Bundesverwaltung	6
Zeitschrift für Evaluation (ZfEv)	6
Inserat / Annonce Evaluationen planen und begleiten	7

Editorial

Letzten Herbst nahm die SEVAL ihre neue Datenbank der Evaluatorinnen und Evaluatoren in Betrieb. Bereits 80 Personen, AuftragnehmerInnen wie AuftraggeberInnen, haben sich in die neue Datenbank eingetragen, und gegen 30 weitere Personen haben Login und Passwort beantragt. Ich möchte diesen erfreulichen Start zum Anlass nehmen, denjenigen unter Ihnen, die sich noch nicht zu einem Eintrag entschliessen konnten, die Erfassung Ihres Profils nahe zu legen.

Einer der zwei Pfeiler der Strategie der SEVAL (siehe Bulletin Nr. 20) ist die Vernetzung. Die wichtigsten Zielgruppen der Vernetzungstätigkeit sind öffentliche Verwaltung (als AuftraggeberIn und NutzerIn), Forschung und Universitäten, BeraterInnen und Verwaltungsunabhängige Gruppen (NGO). Unter anderem soll dabei der informelle und formelle Informationsfluss zwischen den im Feld tätigen Akteuren (national wie international) stimuliert und verbessert werden. Die Datenbank trägt als neues Informationstool im Bereich Evaluation zur Erreichung dieses Zieles bei. In enger Zusammenarbeit mit dem Kompetenzzentrum für Evaluation (CCE) des Bundesamtes für Gesundheit hat die SEVAL die neue Datenbank erarbeitet. Ob Sie in der Privatwirtschaft, in der Verwaltung, bei einer NGO oder an einer Universität tätig sind, die Datenbank "EvaluatorInnen" erlaubt Ihnen, Ihr Profil als EvaluatorIn in den Fachkreisen bekannt zu machen, gezielt nach möglichen Auftragnehmern, Kursleiterinnen oder Forschungspartnern zu suchen, und sich rasch ein Bild zu verschaffen, wer Evaluationen in welchen Bereichen durchführt.

Zusammen mit dem Marktplatz, auf dem Evaluationsofferten und Stelleninserate im Bereich Evaluation publiziert werden, ermöglicht die Datenbank sowohl die Kompetenzen der EvaluatorInnen zu Markte zu tragen als auch den Bedarf an Evaluation auszuweisen. Sie soll auch zur vermehrten Kooperationen beitragen, sei es zwischen EvaluatorInnen untereinander, oder zwischen Auftraggebern, EvaluatorInnen oder AusbilderInnen.

Ziel des Vorstandes ist es, dass sich innert Jahresfrist ein möglichst grosser Teil der Mitglieder in die Datenbank einträgt. Es können sich sowohl Auftraggeber wie auch AuftragnehmerInnen eintragen. Konkrete Hinweise zum Vorgehen finden Sie auf der Homepage der SEVAL unter: <http://www.seval.ch/de/evaluator/eintrag.cfm>. Ferner sind wir auch auf Ihre Mund-zu-Mund Propaganda angewiesen: weisen Sie KollegInnen, AuftraggeberInnen und AuftragnehmerInnen auf die Nützlichkeit der Datenbank für ihre

Arbeit hin. Mittels der verschiedenen Suchfunktionen lassen sich rasch Personen mit spezifischem Kompetenzprofil im Bereich Evaluation finden und kontaktieren. Eine Aufdatierung und Anpassung Ihres Profils ist rasch und jederzeit möglich. Durch Ihren Eintrag in die Datenbank und deren Nutzung tragen Sie zur Stärkung der Kontur und Transparenz des Evaluationfeldes in der Schweiz bei und erhöhen dessen Sichtbarkeit.

Im Namen des Vorstandes
Christine Rothmayr

Evaluations au Contrôle fédéral des finances

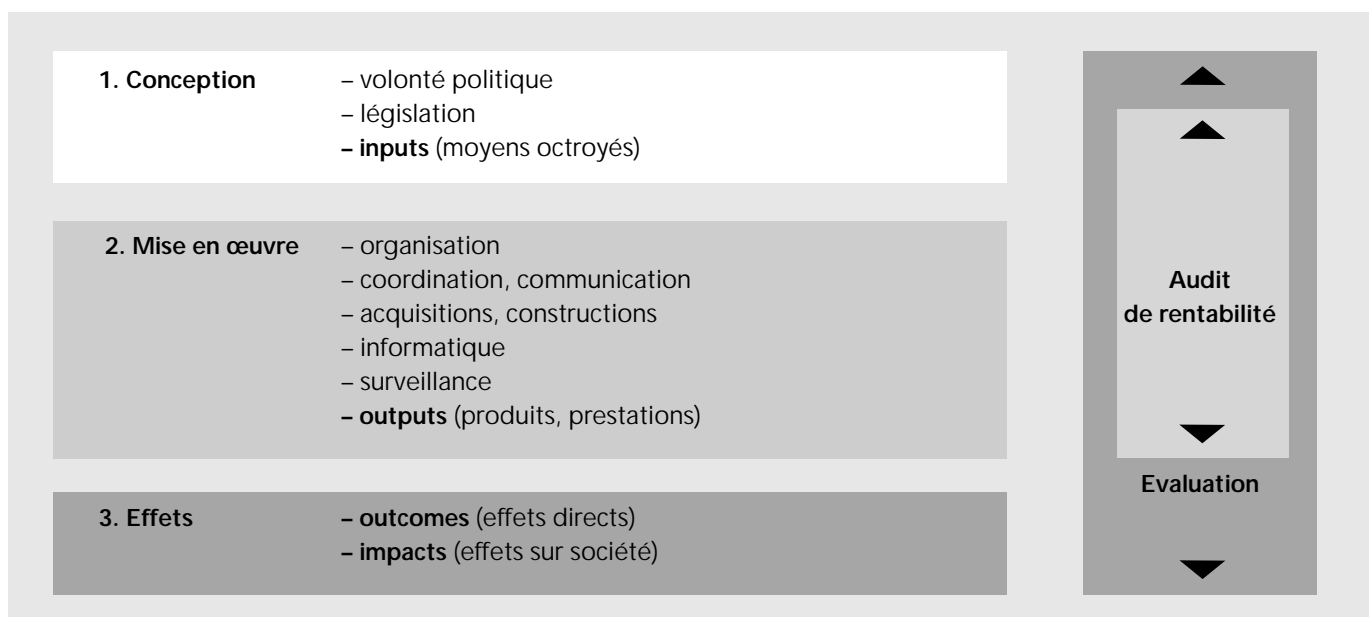
La tendance est inexorable. Dans les pays qui nous entourent, ainsi qu'en Amérique du Nord, les cours des comptes sont de plus en plus nombreuses à pratiquer l'évaluation. Le Contrôle fédéral des finances a également décidé de se renforcer dans ce domaine en mettant sur pied un centre de compétences "audit de rentabilité et évaluation" (CC-EVAL). Son action se fonde sur l'art. 5 de la Loi sur le Contrôle fédéral des finances qui prévoit l'examen du rapport coût-utilité et des effets des dépenses consenties. Voilà quelques informations sur sa pratique actuelle et les priorités pour les années à venir.

Quels sont nos objectifs?

Evaluer la mise en œuvre et les effets des politiques fédérales à fortes implications financières, puis proposer des solutions visant à rendre l'action de la Confédération plus efficace. Concrètement, il s'agit de publier cinq à six rapports de qualité par année sur des thèmes attractifs. Ils doivent apporter une plus-value substantielle tant du point de vue de l'information fournie et que de leur utilité pour les offices et les organes concernés. Rappelons que le Contrôle fédéral des finances soutient le Conseil fédéral et le Parlement, sans être rattaché à l'un ou à l'autre des deux pouvoirs.

Comment définissons-nous le terme "évaluation"?

Une évaluation est une appréciation aussi systématique et objective que possible de la conception, de la mise en œuvre et des effets d'une politique publique, d'un programme ou d'un projet. Le Contrôle fédéral des finances distingue:



- l'audit de rentabilité (Wirtschaftlichkeitsprüfung) qui peut porter sur divers aspects de la mise en œuvre allant jusqu'à l'analyse du rapport entre inputs et outputs,
- l'évaluation qui inclut l'analyse des effets et examine les relations avec les objectifs fixés au niveau politique.

L'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) promeut depuis de nombreuses années les vérifications de résultats. Sous ce terme, elle inclut l'examen de l'économie, de la rentabilité et/ou de l'efficacité. L'examen de l'efficacité répond notamment aux questions suivantes:

- "est-ce que les moyens utilisés et les résultats obtenus sont conformes aux objectifs de la politique?";
- "les impacts constatés sont-ils véritablement le fruit de la politique plutôt que d'autres circonstances?".

Comment choisissons-nous les thèmes d'évaluation?

Le Contrôle fédéral des finances fixe son programme de manière autonome. Il peut également accepter des mandats spéciaux du Parlement ou du Conseil fédéral, lorsqu'ils ne compromettent pas la réalisation de son programme.

Seules des politiques présentant des coûts ou des risques élevés ou procurant des revenus importants pour la Confédération font l'objet d'évaluations. Etant donné la multiplicité des thèmes possibles et afin de faciliter la coordination avec les autres institutions et organes chargés de réaliser des évaluations (commissions parlementaires, organe parlementaire de contrôle de l'administration, offices), voici les priorités qui ont été fixées pour les cinq prochaines années:

- Instruments financiers de la Confédération prévus dans la Loi fédérale sur les subventions.
- Surveillance exercée par des offices fédéraux (fiscalité et assurances sociales) et analyse de leur propre efficacité.
- Prise en charge par des organismes privés de tâches déléguées par la Confédération.
- Politiques n'ayant fait l'objet d'aucune évaluation jusqu'à présent.

C'est un privilège, mais c'est aussi une lourde responsabilité que de choisir le bon thème d'évaluation au bon moment. A cet effet, une douzaine de critères de sélection ont été établis: agenda politique favorable, nombre d'années depuis la mise en place de la politique, existence ou non d'autres études, souci de couvrir l'ensemble des grou-

pes de tâches fédérales en fonction de leur importance financière, etc. En outre, il est essentiel d'associer les offices et les organes concernés à la définition des questions auxquelles l'évaluation doit répondre.

Deux mots sur l'organisation et les méthodes du CC-EVAL

Le CC-EVAL compte neuf spécialistes qualifiés dans le domaine de l'audit et de l'évaluation et provenant d'horizons différents: sciences administratives, économie, sciences politiques, statistique, histoire et droit. Mot d'ordre: interdisciplinarité. Par ailleurs, il a la possibilité de recourir à des mandats externes lorsque des compétences spécifiques sont nécessaires à la réalisation d'un module au sein d'une évaluation.

Les analyses menées respectent les standards de la SEVAL. Elles comportent en général quatre phases, à savoir 1) le choix du thème, 2) l'esquisse de projet, 3) l'étude de faisabilité et 4) l'évaluation elle-même.

Les outils sont choisis en fonction des questions auxquelles l'évaluation doit répondre et font l'objet de modules spécifiques dans le cadre de l'évaluation. Les principaux outils utilisés sont l'interview approfondie, l'entretien de groupe, le sondage auprès de bénéficiaires ou de non bénéficiaires, le dépouillement de bases de données, ainsi que l'analyse de documents administratifs, de statistiques et d'ouvrages de référence.

Un poids particulier est mis sur les comparaisons internationales. Le Contrôle fédéral des finances entretient des contacts réguliers avec les cours des comptes de la plupart des pays européens, ce qui facilite l'accès aux informations nécessaires. A terme, l'idée est également de réaliser des évaluations parallèles (joint audits) avec d'autres cours des comptes. Relevons par ailleurs que la Loi sur le contrôle des finances prévoit un droit d'accès à toutes les informations nécessaires, incluant les multiples bases de données gérées par les différentes unités administratives de la Confédération.

Les rapports finaux, leur résumé, le programme annuel, ainsi que la boîte à outils méthodologique pourront être consultés sur notre site Internet à partir de mars 2003 (<http://www.efk.admin.ch>).

Congrès annuel de la SEVAL le 16 mai 2003 à Olten

Évaluation dans le domaine culturel

Délai d'inscription: le 17 avril 2003

Inscrivez-vous online sur notre site web
à l'adresse suivante:
<http://www.seval.ch/fr/veranstaltungen/kongresse.cfm>

Dans un nombre croissant de domaines sociaux, l'évaluation est utilisée comme un instrument permettant de vérifier le déroulement efficient et l'efficacité des mesures (politiques). Pourtant, dans le même temps, il existe encore aujourd'hui certains domaines dans lesquels les évaluations sont largement inexistantes. Le vaste champ culturel en est l'un d'eux, et l'on ne fait que commencer timidement à discuter des possibilités, des obstacles et des limites des évaluations dans ce domaine. L'une des raisons de ce phénomène est liée à la crainte que les évaluations, au lieu d'élargir les possibilités de conception et les espaces de libertés des personnes travaillant dans le domaine culturel (ce qui est en fin de compte ce dont il s'agit), auraient plutôt pour conséquence de les gêner. L'opinion selon laquelle les effets des activités culturelles ne pourraient être évalués que de façon très limitée, est en effet très répandue. Oui, il semble même souvent mal vu d'évaluer les activités culturelles. Une raison suffisante pour que la SEVAL, dans le cadre de sa conférence annuelle de 2003, souhaite prêter une attention toute particulière au thème de l'évaluation dans le domaine culturel.

Cette conférence s'adresse aux personnes qui décident des évaluations et mandatent des évaluateurs dans le domaine culturel, mais aussi à ceux qui les réalisent ou bien encore à ceux dont les prestations sont évaluées. Les questions abordées et discutées sont transférables à d'autres domaines, c'est pourquoi la conférence s'adresse aussi aux personnes n'appartenant pas au domaine culturel.

Programme

- 9.15 Inscription, café
- 9.45-10.30 Assemblée générale de la SEVAL (conformément au programme séparé)
- 10.45 Exposé de Pius Knüsel, Pro Helvetia : Signification et limites de l'évaluation des activités culturelles
- 11.30 Exposé de Mireille Pongy, Chargée de recherche au CNRS-CERAT, France: L'évaluation des politiques culturelles en France: bilan et réflexions
- 12.15-13.45 Repas léger, pris debout
- 13.45 Workshops en parallèle avec pause individuelle
- ws 1: **Évaluation des activités culturelles: Exigences imposées aux gestionnaires culturels et aux évaluateurs et évaluatrices**; Présentation: Hans-Martin Binder, Interface Politikstudien, Lucerne. Avec des contributions de Hans-Martin Binder, Rolf Keller, responsable du diplôme de troisième cycle Gestion de la culture à l'Université de Bâle, et autres.
- ws 2: **Expériences de personnes ayant été l'objet d'évaluations dans le domaine culturel** ; Présentation: Dr. Anita Ulrich, Directrice des archives sociales. Avec des contributions d'Anita Ulrich, Hans J. Ammann, Directeur du Théâtre Bienne Soleure, et autres).
- ws 3: **La spécificité culturelle?**; Présentation: Charles Landert, Landert Farago Davatz & Partner, Zurich. Avec des contributions de Veronika Rattenböck, Documentation culturelle autrichienne, Vienne; Charles Landert, Eszter Gyarmathy, Déléguée à la culture de la ville de Bienne, et autres.
- ws 4: **Pratiques et besoins en évaluation dans les politiques culturelles des collectivités** ; Présentation: Michèle Ferrier-Barbut, Observatoire des politiques culturelles, Grenoble, Contributions de François Rouet, Chargé d'étude au Ministère de la culture, Paris, Mireille Pongy, et autres.
- 15.45 **Plénum**
- env. 16.15 Fin de la conférence

Pour de plus amples informations veuillez consulter le site web de la SEVAL:
<http://www.seval.ch/fr/veranstaltungen/kongresse.cfm>

SEVAL-Jahrestagung vom 16. Mai 2003, in Olten

Evaluation im Kulturbereich

Anmeldeschluss: 17. April 2003

Online Anmeldung auf unserer Homepage
unter folgender Adresse:
<http://www.seval.ch/de/veranstaltungen/kongresse.cfm>

In einer wachsenden Zahl von gesellschaftlichen Feldern wird Evaluation als Instrument genutzt um die effiziente Abwicklung und die Wirkungen von (politischen) Massnahmen zu überprüfen. Gleichzeitig bleiben einige Bereiche von Evaluationsbemühungen praktisch ausgespart. Dazu gehört das weite Feld der Kultur, wo die Möglichkeiten, Stolpersteine und Grenzen von Evaluationen erst zaghaft diskutiert werden. Ein Grund dafür liegt in den Befürchtungen, Evaluationen würden die Gestaltungs- und Freiräume der Kulturschaffenden (um die es letztlich auch geht) eher behindern denn erweitern. Gemäss verbreiteter Auffassung lassen sich Wirkungen von kulturellen Aktivitäten denn auch nur sehr bedingt abschätzen – ja, oft scheint es eigentlich verpönt, kulturelle Aktivitäten zu evaluieren. Anlass genug für die SEVAL, an ihrer Jahrestagung 2003 dem Thema Evaluation im Kulturbereich besondere Aufmerksamkeit zu schenken.

Zielgruppe der Tagung sind Personen, die Evaluationen im Kulturbereich in Auftrag geben, selber durchführen oder deren Leistungen evaluiert werden. Die diskutierten Problemstellungen lassen sich auch auf andere Evaluationsfelder übertragen, weshalb mit der Tagung auch Personen ausserhalb des Kultursektors angesprochen sind.

Programm

- ab 9.15 Einschreiben, Begrüssungskaffee
9.45-10.30 Mitgliederversammlung SEVAL (gemäss separatem Programm)
10.45 Referat Pius Knüsel, Pro Helvetia: Sinn und Grenzen der Evaluation kultureller Aktivitäten
11.30 Referat Mireille Pongy, Chargée de recherche au CNRS-CERAT, France: Die Evaluation der Kulturpolitiken in Frankreich: Bilanz und Reflexion
12.15-13.45 Stehlunch
13.45 Parallelworkshops mit individueller Pause
WS 1: **Evaluation von kulturellen Aktivitäten: Anforderungen an Kulturförderer und EvaluatorInnen**, Moderation: Hans-Martin Binder, Interface. Mit Beiträgen u.a. von Hans-Martin Binder und Rolf Keller, Leiter NDS Kulturmanagement, Universität Basel
WS 2: **Erfahrungen von Evaluierten im Kulturbereich**, Moderation: Dr. Anita Ulrich, Direktorin Sozialarchiv. Mit Beiträgen von Dr. Anita Ulrich, und Hans J. Ammann, Direktor Theater Biel Solothurn
WS 3: **Sonderfall Kultur?** Moderation: Charles Landert, Landert Farago Davatz & Partner, Zürich. Mit Beiträgen u.a. von Veronika Ratzenböck, österreichische Kulturdokumentation, Wien, Eszter Gyarmathy, Kulturbeauftragte Stadt Biel-Bienne und Charles Landert
WS 4: **Pratiques et besoins en évaluation dans les politiques culturelles des collectivités**, Modération: Michèle Ferrier Barbut, Observatoire des politiques culturelles, Grenoble, Contributions de François Rouet, Chargé d'étude au Ministère de la culture, Mireille Pongy et autre.
15.45 **Plenum**
ca. 16.15 Abschluss der Tagung

Detaillierte Informationen
finden Sie unter folgender Adresse:
<http://www.seval.ch/de/veranstaltungen/kongresse.cfm>

Das Netzwerk Evaluation in der Bundesverwaltung

Das Netzwerk ist eine Initiative von und für Personen der Bundesverwaltung, die an Evaluationsfragen interessiert sind. Es dient als Forum für den Erfahrungs- und Informationsaustausch unter Evaluatorinnen und Evaluatoren, Auftraggebenden und Nutzenden. Es arbeitet ohne bürokratische Strukturen.

Das Netzwerk ist offen für Personen aus allen Stufen des Managements und der Führung in den Ämtern, den Departementen, dem Parlament und der Eidgenössischen Finanzkontrolle. Es möchte dazu beitragen, die vorhandene Vielfalt an Erfahrungen und Kenntnissen im Evaluationsbereich optimal zu nutzen und die Evaluationskultur im Bund zu erhalten und zu fördern.

Grundsätzliche Aufgabe des Netzwerks

- Das Netzwerk ist bestrebt, den fachlichen Austausch zu ermöglichen, indem es Themen und Fragestellungen anbietet, welche die in der Bundesverwaltung tätigen Evaluatorinnen und Evaluatoren interessieren.
- Das Netzwerk setzt sich zum Ziel, zur Qualitätssicherung von Evaluationen beizutragen.
- Auf Grund des Auftrags von Art. 170 der Bundesverfassung (Überprüfung der Wirksamkeit von Massnahmen des Bundes) ergibt sich heute eine weitere wichtige Herausforderung an das Netzwerk.

Das Netzwerk existiert seit 1995. Rund 70 Personen werden regelmässig über die Veranstaltungen informiert. Sitzungen finden durchschnittlich 5-10 mal pro Jahr statt.

Leitung des Netzwerks: Thomazine von Witzleben (BJ). Eine Begleitgruppe vertreten durch Werner Bussmann (BJ), Marlène Läubli (BAG), Christian Simon (CEST) und Nicolas Wallart (SECO) unterstützt die Leitung.

Kontaktadresse:

Thomazine von Witzleben,
Bundesamt für Justiz Rechtsetzungsprojekte und –
methodik
Tel: 031-322 43 90, Fax: 031-32
e-mail: thomazine.witzleben@bj.admin.ch
www.ofj.admin.ch

Zeitschrift für Evaluation (ZfEv) - Heft 2 erschienen

Das zweite Heft der neuen Zeitschrift für Evaluation (ZfEv) ist soeben erschienen. In dieser Ausgabe finden Sie folgende Beiträge:

- Reinhard Stockmann: Qualitätsmanagement und Evaluation – konkurrierende oder sich ergänzende Konzepte?
 - Fred Manske u.a.: Ein prozess- und akteursorientiertes Evaluationsverfahren als Reflexionsmedium und Selbststeuerungsinstrument für Innovationsprozesse
 - Elmar Souvignier und Andreas Gold: Fragebögen zur Lehrevaluation: Was können sie leisten?
 - Stefan Krämer: Evaluierung in operativ tätigen Stiftungen
- sowie
- die Selbstdarstellung des Centrum für Evaluation (CEval) in der Reihe „Evaluationsinstitute stellen sich vor“
 - Tagungsberichte zum 31. Kongress der Deutschen Gesellschaft für Soziologie und zur 5. Konferenz der Europäischen Evaluationsgesellschaft
 - einen weltweiten Überblick zu Evaluationsgesellschaften und ihren Themenschwerpunkten im Serviceteil
 - zwei Beiträge zur Entwicklung der Aus- und Weiterbildung für Evaluation in der vom Vorstand der Deutschen Gesellschaft für Evaluation gestalteten DeGEval-info.

Die Zeitschrift für Evaluation (ZfEv) richtet sich sowohl an Auftraggeber von Evaluationen als auch an Evaluierungsfirmen und wissenschaftliche Institute unterschiedlicher Fachrichtungen, die sich mit Evaluationsforschung beschäftigen. Sie bietet eine Plattform für den fachlichen Dialog zwischen Wissenschaft und Praxis, weshalb neben wissenschaftlichen Fachbeiträgen auch praxisorientierte Erfahrungsberichte veröffentlicht werden. Die Zeitschrift für Evaluation (ZfEv) erscheint zweimal jährlich und kann durch jede Buchhandlung oder unmittelbar über den Verlag Leske+Budrich (<http://www.geist.de/leske/verlag-D.html>; Tel.: 02171-49070) bezogen werden.

Das Jahresabonnement kostet 28,60 €, Einzelhefte sind für 17,- € (jeweils zuzüglich Versandkosten) erhältlich.

Mitglieder der Deutschen Gesellschaft für Evaluation (DeGEval) erhalten die Zeitschrift für Evaluation (ZfEv) unentgeltlich, **Mitgliedern der Schweizerischen Evaluationsgesellschaft (SEVAL) werden Sonderkonditionen vom Verlag gewährt.**

Nähere Informationen zur Zeitschrift für Evaluation (ZfEv), den Inhalten der einzelnen Hefte und Hinweise zur Manuskriptgestaltung erhalten Sie über die Website der Zeitschrift für Evaluation (ZfEv) www.zfev.de.

Anfragen an die Redaktion richten Sie bitte an die e-mail Adresse: Redaktion@zfev.de.

Die Redaktion der Zeitschrift für Evaluation (ZfEv)

Inserat / Annonce

EVALUATIONEN PLANEN UND BEGLEITEN



AdressatInnen	Dieser Kurs richtet sich an AuftraggeberInnen von Evaluationen; Personen, die Evaluationen begleiten oder in naher Zukunft begleiten werden. Für den nächsten Kurs hat es noch einige freie Plätze.
Ziele	Die TeilnehmerInnen kennen den Einsatzbereich von Evaluationen insbesondere politischer Massnahmen. Sie sind in der Lage, Evaluationen zu planen und so zu begleiten, dass die Untersuchungen den qualitativen Anforderungen entsprechen.
Inhalt	<ul style="list-style-type: none"> • Charakteristika und Einsatzmöglichkeiten von Evaluationen • Wirkungsdimensionen von politischen Massnahmen • Typische Evaluationsgegenstände • Wirkungsmodell als Kern einer Evaluation • Entwicklung und Beurteilung von Untersuchungsanlagen • Fallbeispiele und Fragestellungen der TeilnehmerInnen • Vertiefungstag: Austausch von Erfahrungen mit neuen Kenntnissen
Leitung	Dr. Andreas Balthasar, Interface Institut für Politikstudien, Luzern, Evaluationsberater der Bundesämter für Energie und für Sozialversicherung

Datum und Zeit 8.–9. Mai, 5. Juni 2003 in Bern
Kosten Fr. 1000.–
Anmeldeschluss 15. April 2003;
 Kursnummer A01.03.02

Auskunft und Anmeldung
 Koordinationsstelle für Weiterbildung der Universität Bern
 Tel. 031 631 33 59, Fax 031 631 33 60
 E-Mail: kwb@kwb.unibe.ch
 oder online auf unserer Homepage
<http://kwb.unibe.net/kurse/kursedetail.php?kid=40&thid=1>

Redaktionsschluss
der nächsten Ausgabe
des SEVAL Bulletin:
13. Juni 2003

Impressum:
Bulletin de la
Société suisse d'évaluation;
Bulletin der Schweizerischen
Evaluationsgesellschaft

Christine Rothmayr
resop
Université de Genève
Bd. du Pont d'Arve 40
1211 Genève 4
christine.rothmayr@politic.unige.ch
<http://www.seval.ch>